

Coronavirus : la mobilisation financière des États et banques centrales

La banque centrale américaine passe à la vitesse supérieure avec des achats illimités d'obligations, Berlin tourne le dos à l'orthodoxie budgétaire: les gouvernements et autorités monétaires déversent des milliards et des milliards pour soutenir une économie mondiale paralysée par la pandémie de coronavirus.

Temps de lecture : minute

23 mars 2020

France

En France, le gouvernement a annoncé un allègement, report ou annulation, de charges à hauteur de 32 milliards d'euros sur le seul mois de mars. Ce qui constitue l'essentiel des 45 milliards d'euros de mobilisation "immédiate". Paris a aussi largement ouvert le dispositif de chômage partiel et mis en place un fonds de solidarité doté de 2 milliards d'euros environ. Les petites entreprises, les très petites entreprises (TPE) et les micro-entrepreneurs en difficulté bénéficieront d'une suspension du paiement de leurs factures d'eau, de gaz, d'électricité et de loyers.

L'État va garantir à hauteur de 300 milliards d'euros les prêts accordés par les banques aux entreprises touchées par la crise, et n'a pas exclu de soutenir directement certaines entreprises via une intervention à leur capital.

États-Unis

La Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé lundi ne plus fixer désormais de limite à ses achats de bons du Trésor et de titres hypothécaires. La banque centrale, qui a repris récemment les achats massifs de dette, a dévoilé en outre une série de mesures permettant à un large éventail d'entreprises d'accéder à de l'argent frais, avec notamment un programme d'aide au crédit de 300 milliards de dollars.

Depuis quelques semaines, elle multiplie les annonces. La Fed a mis par exemple en place une nouvelle facilité de financement des créances de court terme, qui avait été utilisée pour la dernière fois pendant la crise financière de 2008. Elle a par ailleurs abaissé ses taux à zéro, un niveau plus atteint depuis décembre 2008. En revanche la réponse économique des pouvoirs publics est plus lente à mettre en place aux États-Unis. Le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a indiqué que le plan de relance de l'économie, que l'administration Trump est en train de mettre sur pied dans le cadre d'âpres discussions avec les démocrates, va bénéficier aux travailleurs et ne comprend pas "de plan de sauvetage" pour des entreprises telles que les compagnies aériennes.

Le chiffre qui circule est celui d'un plan d'aide de 1 300 milliards de dollars, flanqué de mesures qui permettraient aux entreprises d'accéder à des prêts pour un montant de 4 000 milliards, une somme qui représente un cinquième du Produit intérieur brut américain. Cette proposition suit l'adoption par le Congrès d'un plan d'aide sociale de 100 milliards de dollars.

Allemagne

Berlin a adopté lundi des mesures de plusieurs centaines de milliards d'euros, inédites depuis la Deuxième guerre mondiale, pour lutter contre la récession attendue. Dans le détail, l'Allemagne a annoncé une rallonge

budgetaire fédérale de 100 milliards d'euros environ pour cette année, la création d'un fonds de secours pour les grandes entreprises et leurs salariés avec possibilité de nationalisations partielles, doté de jusqu'à 600 milliards d'euros, et une capacité pour l'État de garantir des prêts bancaires aux entreprises en difficulté relevée de 357 milliards d'euros à 822 milliards d'euros au total.

Toutefois, selon le gouvernement, ces chiffres ne peuvent pas être simplement additionnés car certains des financements se recoupent entre eux. Le gouvernement fédéral va pour la première fois depuis 2013 contracter de nouvelles dettes cette année, à hauteur de 156 milliards d'euros, rompant avec sa politique du "zéro déficit".

Royaume-Uni

Le gouvernement britannique a promis de soutenir l'économie "*quoi qu'il en coûte*", annonçant des garanties de l'Etat sur les prêts aux entreprises atteignant 330 milliards de livres, et des aides atteignant 20 milliards. Vendredi, Londres a mis en place des subventions pour couvrir jusqu'à 80% des salaires des employés temporairement en congé, après la fermeture complète des cafés, pubs et restaurants. La Banque d'Angleterre a quant à elle abaissé son taux directeur à 0,1%, un plus bas historique.

Italie

L'Italie, le pays le plus touché jusqu'à présent par l'épidémie au sein de

L'UE, a annoncé 25 milliards d'euros pour lutter contre l'épidémie. Le gouvernement espère que ses mesures permettront de générer 340 milliards d'euros de liquidités. Rome va utiliser son enveloppe pour aider les emprunteurs italiens, notamment à travers la suspension du paiement de certaines échéances de prêts immobiliers et bancaires.

Espagne

L'État espagnol a annoncé mardi qu'il allait garantir jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts aux entreprises.

BCE et Bruxelles

La Banque centrale européenne (BCE) a jusqu'ici laissé ses taux inchangés, mais dévoilé d'autres mesures plus ou moins techniques. Elle a assoupli la réglementation sur les banques pour qu'elles continuent à prêter aux PME les plus fragiles, afin d'éviter une vague de faillites. Elle a aussi planifié treize opérations de refinancement d'ici à mi-juin, toujours pour soutenir les banques et, par ricochet, les entreprises. Et enfin la BCE a dévoilé la semaine dernière son "bazooka" : un plan d'urgence de 750 milliards d'euros de rachats de dette publique et privée, à réaliser d'ici à la fin de l'année, espérant soulager les banques.

De son côté, Bruxelles a annoncé vendredi, par la voix de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la suspension des règles de discipline budgétaire de l'UE. Une mesure inédite qui permettra aux États membres de dépenser autant que nécessaire pour lutter contre les conséquences économiques du coronavirus. Concrètement, la clause dérogatoire générale permet de déroger temporairement au Pacte de stabilité et de croissance, le texte qui fixe les règles budgétaires aux États ayant adopté la monnaie unique. Créée en 2011, en pleine crise de la zone euro, cette clause n'avait jusqu'alors jamais été activée.

Canada

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé un nouveau plan de 27 milliards de dollars canadiens (17 milliards d'euros) d'aides directes aux travailleurs en situation de précarité et aux entreprises canadiennes en difficultés, et de 55 milliards de reports d'impôts. Ces mesures s'ajoutent à une première enveloppe de 10 milliards de dollars canadiens.

Chine

La Banque centrale chinoise, qui a débloqué fin février des extensions ou des renouvellements de prêts aux entreprises, a annoncé le 13 mars une baisse du ratio de réserve obligatoire des banques, libérant 550 milliards de yuans (70,6 milliards d'euros) pour soutenir l'économie. Ce ratio, qui oblige les banques à conserver des liquidités auprès de la banque centrale, a été abaissé dans une proportion d'un demi-point à un point de pourcentage. La dernière baisse remontait au 6 janvier.

Japon

La Banque du Japon a nettement renforcé sa politique de rachats d'actifs. L'institution monétaire n'a pas modifié son taux sur les dépôts des banques auprès d'elle, rivé à un niveau négatif (-0,1%) depuis janvier 2016, mais a notamment doublé son plafond annuel de rachats de fonds négociés en Bourse (ETF). Auparavant, le Japon avait débloqué une enveloppe de 13,4 milliards d'euros pour accorder des prêts sans intérêt aux petites et moyennes entreprises.

Australie, Corée, FMI...

La Banque centrale d'Australie a réduit son principal taux directeur à 0,25%, soit son plus bas historique, annoncé des mesures de rachat de

dette et de soutien au secteur bancaire ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises. La Banque centrale sud coréenne a annoncé qu'elle abaissait son taux d'intérêt à 0,75%, un plus bas historique. Hong Kong va verser de l'argent directement à ses résidents.

Le FMI a dégagé 50 milliards d'euros pour venir en aide aux pays vulnérables.

Article écrit par AFP